

LA REVUE NOUVELLE

APRÈS LE 11 SEPTEMBRE 2001

COMPLEXITÉ, CONFIANCE ET TERREUR

Les attentats du 11 septembre 2001 ont confirmé notre grande vulnérabilité face aux technologies. Jusqu'alors la confiance régnait : si l'on savait être à la merci d'une catastrophe écologique, on pensait plus ou moins être à l'abri de sabotages politiques. La découverte de cette fragilité a eu pour effet la mise en place de législations et de dispositifs de contrôle extrêmement contraignants. Les citoyens américains et les étrangers sont devenus des suspects. Ainsi les États-Unis abandonnent des pans entiers de leur culture démocratique pour des résultats en termes de sécurité plus qu'hypothétiques... Face à cela, il faut créer des institutions plus pacifiques qui méritent la confiance des citoyens plutôt que d'alimenter ses peurs.

PAR LANGDON WINNER

L'idée séduisante, mais finalement erronée, que les technologies sont tout simplement des outils — objets que l'on prend, que l'on utilise et que l'on jette facilement — fait obstacle à la compréhension de notre mode de vie actuel. La perspective purement utilitaire occulte un fait fondamental concernant la relation des hommes avec le royaume technologique : notre extrême dépendance à l'égard des dispositifs vastes, complexes et artificiels, qui nous enserrent de toutes parts, structurant tout ce que nous faisons.

Dans les pays du Nord, une telle dépendance est la bienvenue parce qu'elle semble cruciale pour la prospérité et la liberté. Un large éventail de technologies, géographiquement étendues, nous permet d'agir comme nous le voulons, de communiquer librement et d'échapper à l'exigence contraignante de la survie quotidienne qui fut le lot des générations précédentes et qui tourmente encore les nations les moins prospères de la terre.

LA REVUE NOUVELLE

APRÈS LE 11 SEPTEMBRE 2001

Mais une autre dimension, plus troublante, de la complexité technologique, requiert notre attention. La dépendance vis-à-vis de dispositifs technologiques complexes engendre une grande vulnérabilité. Si une composante majeure du système qui régit la vie moderne cesse de fonctionner pendant une période significative, notre prospérité, notre liberté et notre vie confortable se trouvent menacées. Ce fut le cas en 1999, lorsque les hommes furent horrifiés en prenant conscience de la possibilité d'un effondrement catastrophique causé par le programme Y2K¹. La peur fut largement répandue que les réseaux énergétiques, les transports aériens, les systèmes bancaires et autres ne soient interrompus par un dysfonctionnement des ordinateurs, plongeant la société dans le chaos. Il se fait que, sauf quelques problèmes çà et là, le chaos Y2K ne se produisit pas. Mais dans les derniers mois de 1999, la perception de la vulnérabilité frisa l'hystérie de masse.

LES RÉPONSES À LA VULNÉRABILITÉ

Habituellement, il y a plusieurs façons d'éloigner le spectre de la vulnérabilité. Une stratégie consiste à s'assurer que les dispositifs techniques et les systèmes sont bien construits et bien protégés contre toute défection entraînant une catastrophe. Les ingénieurs et les concepteurs s'assurent que les éléments structurels d'un système peuvent supporter une charge supérieure à la normale. Beaucoup de dispositifs sont construits de façon à ce que, si une partie est défectueuse, une autre supplée à la carence.

Mais une bonne construction n'est qu'une facette du problème. Dans des sociétés libres et démocratiques, les gens simples ont une autre manière d'aborder la vulnérabilité: elle consiste en une attitude de confiance, armée à l'attente raisonnable que les technologies offriront toujours une sécurité de fonctionnement et ne dévieront pas sur une voie périlleuse pour notre santé, notre sécurité et notre confort. Cette relation est réciproque. La confiance imprègne la structure et les opérations elles-mêmes des dispositifs technologiques. Beaucoup d'éléments fondamentaux, dans leur construction, restent ouverts à une possibilité d'intrusion, délibérée ou occasionnelle. Les lignes électriques et téléphoniques, les gazoducs et oléoducs, les barrages, les chemins de fer, les avions, les travaux d'architecture complexes sont plus ou moins à ciel ouvert, avec un minimum de protection contre ce genre d'intrusion qui pourrait les rendre inopérants. Pendant des années, une attente générale tacite a régné dans les sociétés industrielles prospères qui faisaient confiance aux citoyens pour que ne soit pas détruite ou dévoyée l'action des éléments fondamentaux de l'ordre technologique global.

Beaucoup de gens acceptent la présence des technologies parce que leur bien-être en dépend, parce qu'il n'y a aucune raison de les détruire et, bien sûr, parce que la loi punit les actes de sabotage. Au début du xx^e siècle, il y eut certes des attentats à la bombe par des anarchistes et, plus récemment,

¹ Y2K (Year 2kilo = an 2000) désigne les phénomènes que l'on a craints pour les systèmes informatiques lors de l'adaptation des ordinateurs au changement de millénaire.

LA REVUE NOUVELLE

APRÈS LE 11 SEPTEMBRE 2001

des actes de destruction par des extrémistes politiques, mais la plupart du temps, la relation d'ouverture et de confiance entre les individus et les dispositifs complexes a bien fonctionné.

Une toute autre manière de maîtriser des systèmes technologiques vastes et complexes caractérise les sociétés totalitaires fermées et surveillées, comme le furent l'U.R.S.S. sous Staline et la Corée du Nord sous Kim Il Sung. Des régimes de cette nature ont durci leur rapport aux technologies et installé un vaste système de surveillance policière parce qu'ils n'ont pas confiance en leur propre peuple. Pour toute société qui adopte une telle stratégie — suspicion universelle et obsession de la protection des dispositifs technologiques —, l'inévitable conséquence est la destruction de la liberté civile.

Qu'arriverait-il à nos sociétés si la longue tradition d'ouverture et de confiance était brusquement affectée par un sentiment omniprésent de vulnérabilité et de menace? Nos libertés, nos institutions démocratiques et nos droits survivraient-ils?

LES VÉHICULES DE LA DESTRUCTION

À la suite des attaques contre le World Trade Center et contre le Pentagone, ainsi que de la panique causée par l'anthrax, ces questions revêtent une urgence nouvelle. Les Américains sont maintenant très conscients de leur vulnérabilité. Les barrages, les ponts, les installations énergétiques ou chimiques, les aqueducs, les lignes électriques, les tankers de gaz naturel, même le courrier et le ravitaillement, tout semble exposé à une attaque.

Pour autant que j'en puisse juger, les deux avions qui s'envolèrent de Boston le 11 septembre vers les tours du W.T.C. passèrent exactement au-dessus de ma maison dans la Hudson River Valley. Si les pilotes avaient voulu causer un maximum de dommages à la région, une bien meilleure cible eût été le réacteur nucléaire de la centrale électrique située à Indian Point, quelque soixante miles au sud. Dans la mesure où ces installations n'étaient pas particulièrement armées pour résister à une attaque aérienne, les viser aurait causé une catastrophe lorsque le fuel se serait déversé dans l'eau et la boue de la rivière Hudson. Les vapeurs radioactives et les déchets nucléaires auraient rapidement tué des milliers de personnes et rendu inhabitable pour toujours une bonne partie du Nord-Est. Peut-être devons-nous être heureux que les terroristes d'Al-Qaida aient été à ce point obsédés par la valeur symbolique du W.T.C. qu'ils en négligèrent ce qui aurait pu être des cibles bien plus destructives, comme les cent-trois centrales nucléaires du pays.

Parmi les infrastructures dont nous dépendons, il en est qui sont largement ouvertes, à peine protégées. Le système des containers en fournit un bon exemple. Chaque année, quelque six millions de containers maritimes arrivent du monde entier aux États-Unis. Actuellement, seulement 2 % de ceux-ci sont inspectés (bien qu'un programme international prévoit de porter ce chiffre à 5 ou 10 %). Si quelqu'un avait la capacité de fabriquer ou d'acheter un dispositif nucléaire ou une bombe sale, un moyen pratique de

LA REVUE NOUVELLE

APRÈS LE 11 SEPTEMBRE 2001

l'introduire dans le pays serait de le dissimuler dans un container maritime. Un cauchemar récurrent est le suivant : un beau matin, nous ouvrons notre télévision et nous apprenons que San Francisco, San Pedro ou New York ont été balayés par le souffle nucléaire d'une arme cachée dans une de ces grandes caisses à claire-voie.

Il y a, bien sûr, beaucoup d'autres scénarios horribles. Si quelqu'un veut bien s'en servir, un système immédiatement disponible pour un maximum de destructions est l'automobile, comme en Irlande, en Grande-Bretagne ou au Proche-Orient dans les dernières décennies. Il y a 230 millions de voitures et de camions aux États-Unis. L'attentat d'Oklahoma City montre qu'il est facile dans une société ouverte de remplir un véhicule loué avec des explosifs fabriqués à base d'engrais chimiques facilement disponibles et d'introduire ce véhicule au centre d'une ville. De même que nous n'avions pas imaginé auparavant un avion commercial en bombe volante, nous ne considérons pas nos chères automobiles comme des instruments de destruction disponibles partout, bien que nous sachions très bien qu'elles remplissent ce rôle au Moyen-Orient et dans d'autres régions troublées du globe.

La prise de conscience de la vulnérabilité des dispositifs technologiques, ouverts, complexes et géographiquement répandus n'est nullement nouvelle. En 537 avant Jésus-Christ, le chef goth Vitiges et ses armées assiègent Rome. Un élément essentiel de la stratégie de ce Vitiges fut de couper les aqueducs conduisant à la ville et ainsi forcer les Romains à s'en remettre au courant aléatoire du Tibre. Le résultat fut la fuite massive des habitants, autant comme réponse à la coupure d'eau qu'à l'encercllement de la cité. Mais, comme le fait remarquer le géographe Gray Brechin dans *Imperial San Francisco*, « la destruction des aqueducs mit fin, d'une manière concluante, à la domination d'une cité qui s'était vantée jadis d'être la "caput mundi", la "capitale du monde" ».

LE REPLI DE LA CONFIANCE

À la suite des attaques du 11 septembre, l'actuelle « caput mundi », les États-Unis, s'est efforcée de trouver les moyens d'affronter sa propre vulnérabilité. Ici, on a rapidement perçu un glissement de la confiance vers la méfiance. Des mesures sociotechniques promettent la sécurité contre le terrorisme mais toute la population entre dans l'ère de la suspicion.

Nous ne pouvons connaître les intentions exactes des terroristes du 11 septembre. Si l'un de leurs objectifs était de rendre notre style de vie moins ouvert et moins libre, on peut dire qu'ils y ont réussi. Actuellement, les Américains restreignent la liberté des voyages, limitent l'accès à l'information, rétrécissent les limites du discours politique, apprennent à vivre avec un gouvernement de plus en plus dissimulateur. Après l'inquiétante loi dite U.S.A.-Patriot, nous voici face au Homeland Security Act, qui introduit une foule de mesures orwelliennes y compris un « Directoire pour l'analyse de l'information et la protection des infrastructures ». Ce dernier est autorisé à collecter et à analyser une quantité illimitée de données venant du gou-

LA REVUE NOUVELLE

APRÈS LE 11 SEPTEMBRE 2001

vernement, des personnes privées et des associations, y compris le courrier électronique et internet. Ainsi on voit surgir la Homeland Security Advanced Research Projects Agency, qui promet des innovations techniques paranoïdes à un niveau jamais atteint. Une avant-garde de cette opération est déjà à l'œuvre au Pentagone: c'est le Total Information Awareness System, qui, délibérément, cherche à construire le panoptique électronique qui voit tout, longtemps redouté par les amoureux de la liberté humaine. Le responsable de ce Total(-itarian?) Awareness Information System n'est autre que l'amiral en retraite John Pointdexter, figure de l'ombre qui détruit des documents officiels, sabota des enquêtes du Congrès et fut convaincu de cinq crimes (plus tard effacés en appel) durant les scandales de l'Irangate et de l'aide aux contras nicaraguayens.

En un peu plus d'un an et dans un stupéfiant manque de débats, l'Administration Bush et un Congrès obéissant aux ordres ont donc modifié notre mode de vie, considérant les personnes comme des suspects plutôt que comme des citoyens. Dans toutes les délibérations sur la politique, sécurité et terrorisme sont devenus des points très envahissants.

Dans la même veine, un autre pas a été franchi avec les changements dans la législation sur l'immigration aux États-Unis. Les nouvelles dispositions autorisent le procureur général à maintenir des étrangers en détention, même si un juge de l'immigration a donné l'ordre de les relâcher. Le président Bush a donné le coup d'envoi à la création de tribunaux militaires spéciaux pour les suspects d'actes de terrorisme, tribunaux qui passent outre à beaucoup de protections prévues par nos lois et par la Constitution. Dans la foulée, des centaines de musulmans et d'Arabes ont été détenus sans avoir été accusés de crime ou avoir contrevenu aux règles de l'immigration. Même maintenant, un an après les attaques², il est difficile de savoir qui est détenu et pour quelle raison.

Dès que l'ombre du secret et de la suspicion a couvert le pays, les informations gouvernementales utiles sur les infrastructures technologiques de la nation ont disparu ou ont été rigoureusement limitées dans leur contenu. Ainsi en est-il des sites du Web concernant les installations hydrauliques, les installations nucléaires ou chimiques, etc. Pour les étudiants, il est maintenant plus difficile d'aborder ce qui était considéré jadis comme une question banale: la structure et le mode opérationnel des dispositifs technologiques. Ce qui était informations publiques librement accessibles aux citoyens est maintenant considéré comme renseignements essentiels pour la nation, à placer hors d'atteinte des espions et des saboteurs.

La vague de législations fédérales se reflète dans une foule de lois antiterroristes des États et par le renforcement des pouvoirs de la police, laquelle piste les activités des citoyens qui, pour une raison ou l'autre, doivent être surveillés. Dans cette nouvelle perspective, la définition d'une activité terroriste est parfois si large et si vague qu'elle couvre de son ombre un vaste éventail d'activités politiques, comme l'organisation de marches protestataires. Les formes ordinaires de protestation politique peuvent être définies

² Ce texte est paru pour la première fois en octobre 2002. Voir la note en fin d'article.

LA REVUE NOUVELLE

APRÈS LE 11 SEPTEMBRE 2001

comme terroristes et supprimées. Cela peut inclure, à titre d'exemple, les rassemblements publics, dans les années récentes, contre la globalisation, comme ceux dont Seattle ou d'autres villes furent le théâtre.

Malheureusement, les périodes de répression politique, à des moments de tension, sont fréquentes dans l'histoire américaine. On citera: le raid Palmer après la Première Guerre Mondiale, l'incarcération de citoyens américains d'origine japonaise pendant la Seconde et, dans les années cinquante, la subtile persécution des dissidents à l'ère McCarthy... Lorsque la nation se sent menacée, la liberté prend une raclée.

UN COUP DE FROID PUBLIC

Depuis le 11 septembre 2001, dans les débats télévisés ou dans les éditoriaux des journaux, on perçoit une forte tendance à définir le terrorisme en termes larges et flous, mais enflammés. La même tendance affecte les législateurs à tous les niveaux. C'est ainsi qu'au printemps dernier, la Chambre des représentants du Maryland a voté une loi antiterroriste très extensible dans son champ d'application. Et ainsi de suite. L'obsession de la sécurité a fait souffler un vent froid sur la vie publique et la seule question est de savoir quel degré il va atteindre. Par exemple, depuis les années soixante, un vif débat a lieu sur la liberté privée, personnelle, à l'ère des données électroniques. Un solide consensus s'est formé pour affirmer que les citoyens doivent échapper à toute intrusion du gouvernement, des associations et des personnes privées. Ce consensus a été réduit à néant par la conviction qu'une surveillance largement répandue s'imposait et qu'un système ingénieux tel le « Carnivore » du F.B.I. (qui peut surveiller le courrier électronique de tout un chacun ainsi que les activités d'internet) était exactement ce qui convenait pour défendre le pays.

L'intégrité de la Constitution a été sérieusement entamée par certaines mesures de sécurité prises après le 11 septembre. Le quatrième amendement dit: « Le droit du peuple à la sécurité de sa personne, de son domicile, de ses écrits et de ses biens personnels, contre des recherches et des saisies déraisonnables ne sera pas violé. » Est interdite également toute action conduisant à décrire les lieux à perquisitionner et les personnes ou les objets à saisir. Sous le couvert de l'U.S.A. Patriot Act, les autorités peuvent maintenant perquisitionner partout, sans limites, *on line* ou *off*, avec un mandat très général.

Malheureusement, dans la société civile, il y a comme un large consentement à cette situation. Espérant écarter la suspicion, beaucoup d'Américains sont sur leurs gardes et pratiquent l'autocensure. Combien de fois, ces dernières semaines, ai-je entendu dire: « Non, je ne m'inquiète pas de la législation antiterroriste. Je n'ai jamais rien fait qui puisse de quelque façon intéresser les autorités. » Évidemment, le patriotisme demande que nous soyons accommodants et « prévisibles ».

La consultation des experts en sécurité sur la vigilance quotidienne contre le terrorisme illustre bien le vent de panique qui suivit les attaques du

LA REVUE NOUVELLE

APRÈS LE 11 SEPTEMBRE 2001

11 septembre. Que devaient surveiller les citoyens ordinaires? Un expert conseilla de surveiller tout signe de « conduite inhabituelle ». Ce qui incluait le port de vêtements déplacés, ou, par exemple, des paroles ou des gestes inappropriés en des occasions ou des lieux particuliers. Lorsque j'entendis cela, je fus frappé par le fait que ce qui était stigmatisé comme « conduite inhabituelle » dangereuse n'était autre qu'une manifestation de notre liberté — porter ce qui nous plaît, dire ce qui nous passe par la tête et agir librement en public.

LORSQUE LES STRUCTURES STABLES S'EFFRITENT

De même que les Romains assiégés au VI^e siècle abandonnèrent leur cité lorsque les aqueducs furent coupés, les Américains semblent abandonner des domaines essentiels de la culture démocratique qu'ils se sont forgée durant plus de deux siècles. Cette redoutable accumulation de changements est évidente dans le profil matériel de certains bâtiments ou espaces publics. Une visite à Washington, D.C., montre un endroit défiguré par d'omniprésentes et vilaines barrières de ciment, par des caméras de surveillance, etc. La ville a été redéfinie comme capitale d'un *Homeland*, un étrange nouveau pays où la liberté de pensée, d'expression et de mouvement, jadis précieuse entre toutes, est désormais un luxe trop dangereux pour se le permettre. Les citoyens pourraient demander: « Ce *Homeland* est-il gouverné par la même Constitution que les anciens États-Unis? »

Les citoyens, dans l'atmosphère actuelle, voient la terreur comme quelque chose d'imposé de l'extérieur à une société harmonieuse par des agents du mal. Il y a quelque chose de vrai dans ce point de vue. Il est au-dehors des acteurs malveillants prêts à répandre mort et destruction.

Mais, vue sous un autre angle, la terreur que nous expérimentons et la menace qui pèse sur la vie quotidienne s'enracinent dans les structures que nous avons si ingénieusement construites au XX^e siècle. Les technologies complexes se sont imposées grâce à l'extraction du royaume de la nature d'énormes quantités d'énergie et de puissance, en veillant à ce que celles-ci restent utiles et contrôlables. Toutefois une malheureuse possibilité ne peut pas être entièrement éliminée: la perspective que ces énormes forces puissent se déchaîner, d'une manière incontrôlable, hors des infrastructures et des dispositifs originairement construits pour les contenir. Dans les dernières années, des craintes de ce genre se sont focalisées sur des accidents technologiquement rares, par exemple sur l'explosion de la navette « Challenger ». Ces craintes sous-estiment les dégâts environnementaux, y compris une déflagration globale. Notre usage contrôlé du pétrole fossile pendant des décennies a provoqué une modification climatique incontrôlable et destructrice.

Après le 11 septembre, les horizons de la catastrophe se sont déplacés. La combustion d'un puissant carburant permet un vol rapide. Les gratte-ciel défient la gravité en accumulant béton, acier et autres matériaux de sorte que, malgré leur position précaire, ils ne tombent pas. Mais que se passerait-il si ces structures ne répondaient plus au projet initial?

LA REVUE NOUVELLE

APRÈS LE 11 SEPTEMBRE 2001

L'horreur des attaques du W.T.C. réside en ce que deux merveilles de la technologie moderne — le gratte-ciel et l'avion à réaction — se sont heurtées sans empêcher le pouvoir de chaque système, soigneusement maîtrisé, de déboucher sur une explosion catastrophique, sur un effondrement infernal. Sous cet angle, l'ingéniosité des terroristes fut d'arriver à ce que des structures stables se disloquent. Une terreur profonde, ancrée dans notre expérience de la technologie moderne, est que les pouvoirs que nous cherchons à contrôler pourraient échapper à nos ordres et en arriver à nous blesser ou à nous détruire. Ce pressentiment se retrouve dans de nombreux récits de science-fiction et dans des films contemporains ou du siècle dernier transformant nos craintes en divertissements de masse. Mais derrière les romans et les films, une question urgente résonne : combien de systèmes hyper-techniques peut-on adopter sans qu'ils n'ensevelissent la culture démocratique ? Construire des technostructures complexes, rigoureuses, répandues partout, mais finalement très précaires, débouche sur un monde rempli du tic-tac des bombes prêtes à exploser.

UNE MENTALITÉ OBSIDIONALE

Actuellement la réponse américaine à cette terreur est de renforcer les dispositifs pour prévenir un dysfonctionnement. Nous construisons de nouvelles barrières autour des systèmes les plus vitaux, en renforçant leurs mécanismes internes et en les entourant d'une surveillance policière très élaborée. Si cela continue, cette stratégie de renforcement des dispositifs techniques affectera profondément nos ressources économiques et constituera un danger pour la liberté. Mais actuellement, les Américains et leurs leaders semblent prêts à payer ce prix, même si nos institutions se dégradent rapidement — des écoles s'étiolent par manque de fonds et d'engagement financier, par exemple — et si le caractère démocratique de la vie sociale s'affaiblit.

Malheureusement, le succès des nouvelles mesures est loin d'être assuré. Une étude du département des Transports a récemment montré que, lors des tentatives pour introduire en fraude des armes par les portes de sécurité installées il y a peu dans les aéroports, 30 % des fusils et 60 % des couteaux passaient à travers les systèmes de surveillance et les scanners. Des tests de sécurité similaires dans les installations atomiques ont donné des résultats décevants. Passer les barrières dressées autour de ces installations semble très facile.

L'existence, sur une longue période, de dispositifs policiers complexes semble ne pas pouvoir être supportée par les citoyens. On se souvient d'un épisode, immédiatement après le 11 septembre, lorsque le bruit courut que le Golden Gate Bridge figurait parmi les cibles des terroristes. La traversée du pont fut interdite pour un temps puis la Garde nationale fut chargée de surveiller le trafic. Mais la télévision montra ce à quoi il fallait s'attendre : des gardes postés partout, se morfondant sous la brise et ne faisant pas attention aux véhicules qui défilaient. Et cela, c'était une alerte nationale au plus haut niveau !

LA REVUE NOUVELLE

APRÈS LE 11 SEPTEMBRE 2001

Devant l'insuffisance de ces dispositifs, on invite à dépenser plus d'argent, à installer des équipements encore plus sophistiqués, à employer plus de personnel de sécurité, soumettant ainsi le public à plus de surveillance, à plus de méfiance et à une véritable inquisition. Un observateur extérieur et impartial pourrait s'étonner de la rapidité et de la radicalité avec lesquelles ces initiatives ont commencé à modifier notre mode de vie. Pourquoi la nation n'a-t-elle pas exploré des moyens plus efficaces de répondre au sentiment de peur de la population? Pourquoi les Américains n'ont-ils pas tenté avec plus d'application de préserver leur tradition d'ouverture, de confiance et de liberté?

En quête de sécurité, le pays est maintenant entré en guerre avec une nation censée faire partie de l'« axe du mal ». De nouveau, cela définit facilement la terreur comme quelque chose d'externe plutôt que de reconnaître certains de ses fondements dans la situation interne, dans un ensemble où une manière de vivre est totalement encadrée par la plus haute technologie.

VERS DES SYSTÈMES PLUS SÛRS

À mon avis, il y a des façons bien meilleures de répondre au 11 septembre que le militarisme, la surveillance orwellienne et le futur gel des droits de l'homme que, comme d'habitude, nos leaders préfèrent. Il est urgent de prendre des mesures qui atteignent la source de l'insécurité et de la terreur en ce qu'elles s'enracinent profondément dans notre civilisation hypertechnique. Il semble qu'il faille trouver des systèmes ainsi faits qu'ils limitent les dysfonctionnements et soient aisément réparables. Il faut utiliser des énergies et des matériaux renouvelables, disponibles à l'échelle locale, plutôt que de développer une dépendance à l'égard de quelques globales et uniques sources toujours risquées. Il y a du bon sens à s'en remettre à des technologies maniées par des membres de communautés locales que nous apprenons à connaître dans la variété de leurs rôles et non plus comme simples fonctionnaires de la technique. Il est grand temps de réduire notre dépendance à l'égard de l'utilisation à hauts risques des énergies tirées de la nature. Maintenant nous le savons: ces énergies peuvent détruire non seulement le fragile écosystème mais également notre liberté.

Heureusement, la richesse des connaissances humaines offre des systèmes alternatifs aux dinosaures actuels, complexes, centrés sur la puissance, étendus et de plus en plus affamés de guerres. La construction de dispositifs plus pacifiques, plus efficaces peut s'effectuer par un effort d'imagination (beaucoup s'y sont déjà engagés) orienté vers une vie de justice et de compassion. S'engager dans cette voie aidera à éliminer ce qui sert de terrain aux attaques terroristes.

Si l'actuelle atmosphère d'hystérie, de consentement et d'opportunisme politique se maintient — et je crois que ce sera le cas —, nous devons redoubler d'efforts pour créer des institutions qui méritent notre confiance plutôt que d'alimenter nos peurs.

Langdon Winner

LA REVUE NOUVELLE

APRÈS LE 11 SEPTEMBRE 2001

Langdon Winner est membre du Loka Institute (loka@loka.org) qui milite pour rendre la science, la recherche et la technologie plus responsables et plus démocratiques. Il est notamment connu pour un article qui a rendu les milieux de l'évaluation technologique sensibles au fait que les technologies propagent des normes et organisent la société.

Cet article est une adaptation d'un article publié dans *Netfuture*, une *newsletter* traitant de la technologie et de la responsabilité humaine (n° 137, 22 octobre 2002 : <<http://www.netfuture.org>>). Il peut être redistribué dans son ensemble dans une perspective non commerciale, à condition que l'URL de Netfuture et ce paragraphe y soit joint.